

L'Office du Haut-Commissariat des Nations Unies au Burundi cambriolé

@rib News, 13/09/2017 Source AFP Les bureaux de l'Office du Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme au Burundi (photo) ont été cambriolés par des hommes armés dans la nuit de mardi à mercredi à Bujumbura, indiquent des sources concordantes. "Des hommes armés se sont introduits de force dans nos bureaux, ils ont menacé les agents de sécurité qui gardaient nos locaux et ont ensuite pénétré à l'intérieur des bureaux", a indiqué à l'AFP un fonctionnaire de l'ONU s'exprimant sous couvert d'anonymat.

Cette source n'était pas en mesure de préciser si des documents ou du matériel avaient été volés. Un officier de police a confirmé à l'AFP "l'attaque du bureau des droits de l'homme de l'ONU par des inconnus". Les relations entre le régime du président Pierre Nkurunziza et l'ONU se sont dégradées au fil des rapports de l'Office du Haut-Commissariat aux droits de l'homme et de ses experts indépendants qui ont régulièrement mis en cause les différents corps de services de sécurité du Burundi et les Imbonerakure, la ligue des jeunes du parti au pouvoir, dans des graves violations des droits de l'homme. Les autorités avaient décidé en octobre 2016 de suspendre toute collaboration avec le bureau du Haut-Commissariat aux droits de l'homme à Bujumbura. "Ce cambriolage est très clairement un signal pour dire à l'Office des droits de l'homme +d'aguerpissez+, surtout après le rapport des experts qui demande que la CPI ouvre une enquête pour de probables crimes contre l'humanité au Burundi", a analysé un autre haut fonctionnaire onusien, qui a aussi requis l'anonymat. Le 4 septembre, des enquêteurs de l'ONU ont appelé la Cour pénale internationale à enquêter "dans les plus brefs délais" au sujet de crimes contre l'humanité commis par des agents de l'État au Burundi, dont des exécutions extrajudiciaires, des détentions arbitraires, des actes de torture et des violences sexuelles. Bujumbura a de son côté déclaré un "complot international". Le Burundi a notifié sa décision de se retirer de la CPI, et cette décision s'applique désormais jusqu'au 27 octobre pour ouvrir une enquête de son propre chef. Le Burundi traverse une crise violente depuis la décision, en avril 2015, de M. Nkurunziza de briguer un troisième mandat controversé, obtenu en juillet de la même année. Les violences qui ont accompagné cette crise ont entraîné de 500 à 2.000 morts, selon les sources (ONU et ONG) et ont poussé à l'exil plus de 425.000 Burundais.

À

À

(adsbygoogle = window.adsbygoogle || []).push({});